

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie



Introduction par ARIELLA MASBOUNGI

Nous avons osé l'expression « l'écologie est affaire d'économie ». Cela peut paraître tout à fait contradictoire au vu de ce que nous entendons et de ce que nous lisons dans la presse, et notamment dans ce temps de pandémie où les deux notions paraissent contradictoires. Nous entendons par écologie ses trois volets, c'est-à-dire le social, l'économique et l'environnemental. Pour débattre de ce sujet, nous avons mobilisé deux économistes très investis sur la question urbaine : Magali Talandier, économiste et professeur des universités en Urbanisme et en Aménagement des territoires à l'université de Grenoble- Alpes. Elle est auteure de très nombreux ouvrages dont Résilience urbaine et La Résilience des métropoles. Vous ne vous étonnez pas si elle vous parle de résilience ! Elle dirige un conseil scientifique à Grenoble Métropole pour préparer l'année 2022 où Grenoble sera capitale verte de l'Europe. Elle y préside aussi le plan « Climat-Energie ».

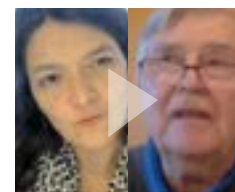
Pierre Veltz, est économiste, parfois présenté comme sociologue bien qu'également ingénieur mais surtout urbaniste. Grand prix d'urbanisme 2017, il a mis les pieds dans l'urbanisme en dirigeant d'abord l'administration du Grand Paris puis en présidant l'établissement public d'aménagement de Saclay. Il est l'auteur de très nombreux ouvrages, dont La France des territoires ; Saclay, genèse et défis d'un grand projet et il fait paraître, en janvier 2021, à La République des idées, L'Économie désirable, Sortir du monde thermo-fossile. Son lien avec notre sujet est donc très étroit.

Architecte-urbaniste, très intéressée par le lien avec l'ensemble des sujets qui font la ville, j'ai souhaité aborder ce sujet, notamment en période de pandémie, puisque la COVID accentue les débats sur les apparentes contradictions entre écologie et économie, santé et économie, solidarité et économie, inégalités et économie ; comme si l'économie existait en dehors du monde réel et du bien-être des habitants. Bien sûr, si on prend l'économie au sens traditionnel du terme, les frictions existent et resteront nombreuses. Mais peut-on penser raisonnablement organiser la transition écologique sans prendre en compte « l'économique », c'est-à-dire les impacts sociaux de la transition que sont le chômage et les inégalités ? Et comment cela s'inscrit dans le territoire ? Comment inventer les modèles économiques de l'écologie sans sombrer dans une sorte d'utopie irréaliste ? Nous aborderons ces questions avec rigueur et enthousiasme d'autant que nous avons vraiment besoin de pistes optimistes ! Et nous concluons sur des utopies urbaines réalistes. Il s'agit là de notre tout premier 5 à 7 entièrement dématérialisé et nous n'avons pas voulu prendre le risque de vous donner la parole autrement que par le chat. L'ensemble de vos questions sont rassemblées dans ce compte-rendu.

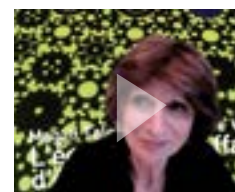
Nous allons commencer à nous poser la question tout simplement de l'articulation des termes « écologie » et « économie ». Pourquoi ces deux termes paraissent-ils antinomiques et comment justifie-t-on le parti pris de ce 5 à 7 : « L'écologie est affaire d'économie ».

PIERRE VELTZ : privilégier une vision pluraliste tout en maîtrisant la temporalité

Concernant la relation entre économie et écologie, nous avons aujourd'hui deux positions extrêmes. Il y a ceux qui, comme Bruno Latour, pensent que ces deux termes sont incompatibles et contradictoires, parce que c'est finalement l'économie, telle qu'elle a fonctionné depuis quelques siècles et surtout depuis la révolution industrielle, qui nous a mis dans cette situation écologique potentiellement désastreuse. Pour « atterrir », comme dit Latour, il ne suffit donc pas de changer de cap, il faut changer radicalement de référentiel. Et puis, à l'autre extrême, il y a la position, que



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



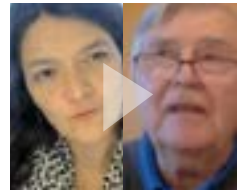
je qualifierai peut-être de « béate », qui voit dans la « croissance verte », voire le « capitalisme vert », la solution à tous nos maux. Nous ne pouvons, à mon sens, accepter ces positions extrêmes. La première est très problématique : la mise à l'arrêt partielle de nos économies consécutive à la pandémie de COVID et les difficultés sociales qui en résultent nous laissent imaginer ce que seraient les dégâts occasionnés par un processus de rupture radical. La seconde position me semble, quant à elle, souvent angélique. Prenons l'exemple de la mobilité. Les véhicules électriques vont progressivement remplacer les véhicules à moteur thermique. La dynamique est en marche. Mais, le véhicule électrique étant beaucoup plus simple que son pendant thermique, beaucoup d'emplois vont disparaître. Comment arriver à trouver une trajectoire nous permettant de réaliser les changements extrêmement profonds dont notre société a aujourd'hui besoin sans pour entraîner un cortège de chômage, de difficultés et probablement de révolte sociale ? L'équation n'a pas de solution simple. Et il n'y a pas une seule voie possible. Cette transition, ou plutôt cette « bifurcation », devra donc, comme le prône Dominique Bourg, se faire de manière pluraliste, expérimentale, en mettant à contribution tous les acteurs, les associations, l'économie sociale et solidaire, mais aussi l'économie marchande et le capitalisme industriel... Chacun devra pouvoir y contribuer, le radicalisme est utile pour débayer de nouvelles pistes, mais il peut être ravageur en créant des réactions de rejet massives !

La question des temporalités est par ailleurs absolument cruciale ! Nous avons la chance d'avoir un cap fixé par les Accords de Paris : la neutralité carbone en 2050. Cela crée une grande urgence, qui influe énormément sur les trajectoires à suivre. Prenons l'exemple de l'hydrogène et la mobilité, dont on parle beaucoup. A terme, c'est probablement une excellente solution. Mais le problème est que nous ne savons pas encore fabriquer de l'hydrogène vraiment vert dans de bonnes conditions énergétiques et économiques. Pour les voitures individuelles, nous n'avons pas le temps d'attendre que les solutions hydrogène soient mûres. Nous passerons donc par les batteries. Mais une fois l'ensemble de notre parc électrifié, n'aurons-nous pas du mal à revenir à l'hydrogène ? On le voit, cette question des temporalités et des trajectoires est extrêmement difficile.

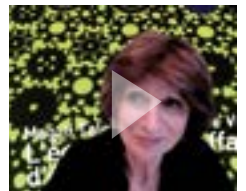
MAGALI TALANDIER : Privilégier l'action par les territoires pour opérer une transition inclusive

Quels problèmes pose la dichotomie entre écologie et économie ? Il nous faut absolument trouver les façons de les réconcilier pour répondre à des enjeux sociaux ! Car arriver à concilier transition écologique et dynamique économique constitue finalement la seule façon de tenir la question sociale. En ce sens, une transition environnementale qui ne serait pas inclusive serait vouée à l'échec : il s'agirait là d'une transition plus dure, plus clivante et où les inégalités seraient encore plus marquées qu'elles ne le sont aujourd'hui. Tenir l'écologie et l'économie revient donc à prendre soin de la question sociale. Et, à cet égard, il faut nous interroger sur la manière dont l'urbain et les territoires peuvent être force de proposition pour dépasser ces clivages et s'engager dans des changements constructifs et socialement acceptables. La dialectique « transition écologique versus croissance économique » peut sembler indépassable. Mais c'est en prenant le temps de l'action par le territoire et depuis les villes, que nous pourrions envisager des solutions à moyen et long terme.

ARIELLA MASBOUNGI : Merci. Et comment pensez-vous que l'on puisse surmonter cette séparation des mondes ? Comment relier ces sujets ? Esther Duflo et Abhijit Banerjee semblent considérer, dans leur très bel ouvrage « Economie utile pour des temps difficiles » que les économistes sont très peu écoutés par le grand public, voire par les professionnels ! Et que dire de nos univers où les économistes sont assez peu mobilisés sur l'urbain et surtout peu écoutés ? Comment se métisser ? Comment faire pour que les économistes s'intéressent à l'urbain et que les urbanistes sachent s'appuyer sur les économistes pour construire ensemble des solutions viables ? Quelles sont vos pistes concrètes pour progresser dans ces métissages et construire le monde de demain ?



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



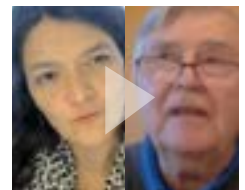
MAGALI TALANDIER : Prendre au sérieux le local et décroisser les mondes

Si les économistes sont, somme toute, peu écoutés par les urbanistes et les aménageurs, l'inverse est également vrai : très peu d'économistes s'intéressent à la ville. L'économie est très largement dominée par des approches ou des conceptions « macro », et nous essayons de notre côté de reposer les questions depuis le local. Pour déterminer ce que nous pouvons faire concrètement, je partirai de la résilience : terme que Pierre apprécie moins mais qui nous offrira un léger point de désaccord ! Pour m'intéresser à la multitude de chemins dont parlait Pierre et appréhender la complexité des processus, nous avons besoin de concepts polysémiques. Contrairement à ce que l'on croit parfois en France, la « résilience » n'est pas un terme nouveau et nous ne le devons d'ailleurs pas uniquement à Boris Cyrulnik. Il s'agit là d'un terme véritablement scientifique qui permet de mieux appréhender la complexité des choses. La résilience est la capacité d'un système - et le mot « système » me semble intéressant - à surmonter un choc. D'emblée, cela pose la question des changements à opérer pour éviter les prochains chocs. Tous les travaux sur la transition écologique mettent d'ailleurs le terme de résilience très en amont de leur action. C'est donc changer aujourd'hui pour éviter les chocs de demain, dus au changement climatique et à l'épuisement des ressources par exemple. On le voit « transition » et « résilience » sont très connectés.

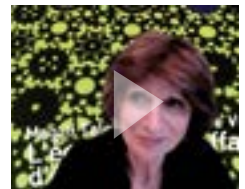
On admet par ailleurs trois formes de résilience, ce qui présente l'avantage de sortir des approches binaires. Une résilience peut être « absorbative » : notre système détient des atouts et des avantages structurels qui lui permettent de résister à la crise, posant ainsi la question de ce que l'on veut garder et qui nous permet d'identifier ce qui, dans notre système actuel, fonctionne. La deuxième résilience est « adaptatrice » : elle mise sur ce que l'on connaît. Ainsi, la technologie pour réorienter notre production de masques en pleine crise relève de l'adaptation ! Et nous savons donc faire de la « résilience adaptative ». Troisième forme : la résilience transformative. C'est alors de transition dont il est question : l'idée d'aller beaucoup plus loin parce qu'une partie du problème se trouve dans le modèle. Ici, si nous ne changeons pas de régime dominant, nous ne sortirons pas de l'impasse puisque c'est le régime qui, lui-même, est facteur de crise ! Il nous faut donc transformer la société. La résilience présente donc l'intérêt de nous sortir des discours binaires opposant le centre à la périphérie, la transition et l'inaction, l'écologie et l'économie... ; discours particulièrement présent en urbanisme et aménagement. La résilience offre la possibilité de percevoir la complexité du problème et d'en prendre acte. Et puis, il y a la capacité d'un « système » à évoluer. A cet égard, quand tu nous interrogues sur l'urbain, Ariella, je suis presque plus à l'aise avec l'idée de « système territorial » car j'ai besoin de considérer que la ville et le territoire sont des systèmes de flux, de ressources, d'acteurs interagissant les uns avec les autres. Nous ne réaliserons pas de transition écologique, nous ne changerons pas nos modèles sans tenir compte de ces interrelations : opposer la métropole au reste du monde, la ville à la campagne, les espaces et les mondes, y compris économiques, ne nous permettra pas de nous en sortir. Il nous faut au contraire rendre compte de la complexité des systèmes dans lesquels nous nous trouvons, c'est là une première mise à plat à réussir.

Ensuite, de façon plus concrète, que peut-on faire ? Je pense qu'il faut prendre au sérieux le « local » : sans défendre le localisme. Le « local » est, en ce moment, l'une des rares choses qui rassure car il s'agit d'espaces où nous avons l'impression de pouvoir agir et être utiles à cette échelle-là. Mais, le local nous permet également de revoir nos modèles de développement économique, de changer nos priorités. Il n'enferme pas et, bien sûr, il reste connecté au global, cela dans des approches systémiques. C'est une façon de changer les priorités.

Si je rentre un peu plus dans les détails, le développement économique d'une ville ou d'un territoire est basé sur la capacité de ce territoire à attirer des richesses, des talents, des créatifs, des entreprises, des flux financiers, etc., depuis l'extérieur. C'est donc l'attractivité qui détermine le développement économique des villes : c'est ainsi que sont construits nos modèles économiques !



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)

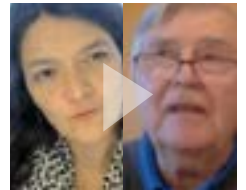


Mais, si je me pose la question de la résilience et de la transition écologique, je suis obligée de changer de registre et de faire attention à mes ressources : il me faut les préserver, tout en prenant soin également des habitants du territoire. Je dois alors prendre au sérieux les « activités locales ». Et, de fait, une large partie de nos emplois sont des activités d'abord orientées pour satisfaire les besoins du territoire. Les besoins du territoire sont les besoins des ménages ; c'est-à-dire toutes les activités de développement humain, ces travailleurs essentiels qu'on a évidemment applaudi tous les soirs à 20h pendant la pandémie. La santé, l'éducation sont des activités pour partie locales comme les commerces et la culture... On voit bien quand ça s'arrête à quel point on est démunis, à quel point cela représente des forces économiques. Mais il y a aussi - et il s'agit là d'une partie très peu étudiée - les activités productrices locales (qui s'adressent aux entreprises) : du BTP, de la gestion des déchets, de la fabrication locale, de l'alimentation aussi pour partie : secteurs d'activité productifs, d'abord orientés vers les secteurs locaux. Dans la base productive, telle qu'on la définit, on ne s'intéresse qu'à la partie exogène et exportatrice, alors qu'il nous faut également nous intéresser à cette base productive locale qui n'enferme pas et demeure connectée avec le reste territoire tout en réorientant les priorités de l'action.

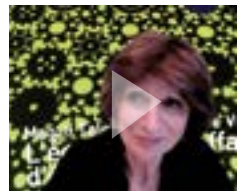
Il faut enfin décloisonner et repérer les « acteurs pivots » dans un monde hyperspécialisé. A mon sens, le modèle métropolitain - que je pense être arrivé à ses limites - se caractérise par l'hypertrophie des flux et une hyperspécialisation des espaces. Cette spécialisation, cette cristallisation des mondes nous empêchent de mettre en œuvre le changement. La transition suppose que des niches (des collectifs, des milieux, des groupes qui ne sont, pour l'instant, pas majoritaires) innovent d'un point de vue technologique, social ou organisationnel et arrivent à changer le régime dominant. Pour que ces milieux, ces collectifs citoyens qui par exemple sont en ce moment très actifs, arrivent à changer les choses, il faut des passeurs, des acteurs pivots. Il faut pouvoir changer d'échelle et convaincre la société. Prenons l'exemple de la transition alimentaire. Nous avons d'un côté des producteurs et des consommateurs très engagés, alternatifs, véritables leviers de changement et de l'autre, la grande distribution dont on connaît les limites. Nous ne pourrions pas faire de transition alimentaire sans les uns et les autres. Pourtant ces deux mondes ne peuvent pas dialoguer, ils s'opposent diamétralement par leurs valeurs et leur façon de fonctionner ! Il nous faudra donc trouver les structures qui mettent les mondes en connexion. L'enjeu, on le voit, est élevé.

ARIELLA MASBOUNGI : Peut-être juste un mot, avant que Pierre ne prenne le relai... Comment cela se passe-t-il à Grenoble pour la préparation de cet événement « Capitale verte » et cela rejoint l'une des questions posées dans le chat : « que font les élus écolos ? » Est-ce qu'ils vont dans la direction que vous proposez l'un et l'autre et plus particulièrement peux-tu raconter comment cela s'applique à la réflexion sur Grenoble et sa métropole ?

MAGALI TALANDIER : Grenoble est un territoire passionnant à observer pour ces questions ! Il ne bénéficie pas toujours d'une image positive alors qu'il est, sur les questions écologiques, un vrai laboratoire des changements ! Alors, bien sûr, il y a une ville-centre avec une étiquette politique et un maire qui porte ce discours, mais il y a aussi une métropole très engagée et innovante sur la transition écologique depuis déjà plusieurs mandats. Ce n'est donc pas la voix d'un seul acteur : c'est un territoire innovant pour diverses raisons, y compris par rapport à sa situation géographique -au milieu des montagnes-, ses problèmes de pollution et congestion, mais aussi par le profil de ses populations. L'histoire de ce territoire en fait un vrai laboratoire des bifurcations, de la capacité d'un territoire à prendre une nouvelle direction : industrielle, urbanistique, politique ou sociale dans le passé, et aujourd'hui, écologique. Bien sûr, tout n'est pas parfait, mais un certain nombre d'opérations sont innovantes comme l'opération « Mur/Mur » sur la rénovation du bâti ; ou la mise en place d'une voie de covoiturage qui vient d'ouvrir - une première intéressante à observer. Il y a aussi un chauffage urbain collectif performant. Bien de choses se font depuis plusieurs années,



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



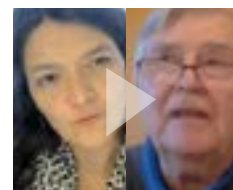
y compris parfois indépendamment de la ville-centre. Le fait que Grenoble soit « Capitale verte européenne » en 2022, constitue une reconnaissance pour tous les acteurs de ce territoire ! C'est un pari pour faire de cette année 2022, une année où l'on va, depuis un territoire, depuis une ville, depuis la France, rendre compte et rendre des comptes au niveau européen sur ce changement et de cette transformation de la société à l'aune d'un monde plus écologique.

ARIELLA MASBOUNGI : J'aimerais entendre Pierre Veltz dont tout le livre - que je vous recommande fortement est sur notre sujet. Il y défend la « sobriété désirable » et, pour qu'elle soit désirable, il faut s'inscrire dans des priorités productives. Parmi les priorités il y aura la santé, l'éducation, l'alimentation, les loisirs, la sécurité, la mobilité... Pierre Veltz défend une économie « humano-centrée » dont le versant collectif est complexe à construire. Et c'est là que se trouvent les emplois pour sortir du monde « fossile », afin d'être, à la fois, écologique, économique, social. Alors comment relier ces sujets concrètement dans le passage à l'acte ?

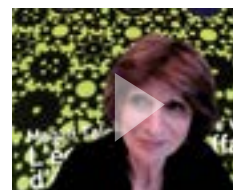
PIERRE VELTZ : Planifier pour une économie humano-centrée

Tout d'abord, quelques remarques préalables. Je suis profondément d'accord avec ce que dit Magali, mais il est vrai que je n'aime pas tellement la notion de résilience, parce qu'elle est, au fond, assez conservatrice. Des trois résiliences de Magali, celle que je préfère de loin est la « résilience transformatrice ». Par ailleurs, je note dans le chat une question sur le mot « transition » posée par Jean-Daniel Weisz, qui nous interroge à raison sur ce mot qui n'est peut-être pas le bon en raison de sa connotation assez douce, alors que cela risque d'être moins lisse que ce que l'on imagine. Par ailleurs, nous avons certes défini collectivement des objectifs à tenir mais nous ne savons pas vraiment sous quelle forme nous pourrions y aller. Il nous faudra un effort de créativité magnifique et je suis un peu jaloux de la jeune génération qui a devant elle la tâche exaltante d'avoir à inventer un nouveau monde. Les mot « transformation », ou même « bifurcation », me semblent donc plus appropriés : nous sommes à la croisée des chemins, sans savoir très bien à quoi ressemblera celui que nous devons prendre. Il s'agira sans doute d'ailleurs d'un ensemble de pistes plutôt qu'un chemin unique et balisé.

Je partirai du constat suivant. Dans les politiques urbaines, comme d'ailleurs dans les politiques industrielles et dans les politiques tout court, nous sommes aujourd'hui dans le « verdissement ». Au sens propre : les programmes des dernières municipales en témoignent, arbres et verdure partout ... Mais, surtout, au sens figuré. Je veux dire qu'on prend les différents processus de notre société, de notre économie, les différents objets, les différentes activités, et puis on regarde comment les rendre, uns à uns, davantage éco-compatibles, moins énergivores, moins consommateurs de matière, plus respectueux de la biodiversité. Or, il me semble que l'addition de ces « verdissements » ne suffit pas. On raisonne aujourd'hui par filières : la rénovation thermique des bâtiments, la décarbonation des mobilités, le véhicule électrique, les nouveaux transports collectifs, l'économie circulaire locale et les déchets, etc.... Mais la question est : comment tout ceci fait-il système ? Le niveau local présente un avantage particulier : il est mieux placé que le niveau national et le niveau européen pour comprendre que les différentes approches en silos doivent impérativement être pensées ensemble. Mais bien des progrès restent à faire. Le véhicule électrique n'est, par exemple, pas simplement une question de filière technologique nouvelle. Car le vrai enjeu est celui des usages et du partage de la mobilité, ce qui renvoie aux comportements mais aussi à l'organisation urbaine. Cela oblige à regarder ensemble les questions d'habitat, de travail, d'accès aux services, c'est ce que j'appelle la dimension systémique. La question la plus évidente, que nos amis aménageurs connaissent par cœur, est celle de la localisation des logements, des emplois, des services : rénover thermiquement à grand frais des logements situés dans des lotissements très éloignés du travail et des services ne résout pas le problème. Le vrai moteur de décarbonation est dans l'aménagement global de la ville ! A cet égard, je trouve que le fait de continuer à laisser aux communes, aussi petites soient-elles,



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



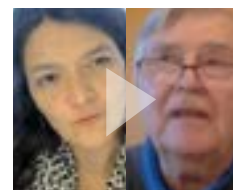
CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI



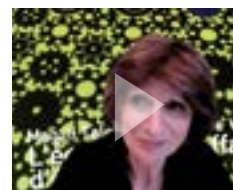
l'entière maîtrise de l'urbanisme, est problématique. Car cela nous a conduit à la catastrophe que l'on connaît : un urbanisme extraordinairement dispersé et surtout émietté, en dehors des axes de transport en commun. L'extension urbaine n'est pas un problème si les logements et les emplois sont desservis par des axes de transport en commun. Par contre, les lotissements que l'on a vu fleurir dans les petites communes, un peu partout, où les gens sont obligés d'avoir deux voitures, sont le reflet direct d'une organisation institutionnelle qui n'est plus tenable ! Le mot est devenu un peu tabou ou ringard mais il faut revenir à une forme de planification, plus stricte. Notre organisation institutionnelle aujourd'hui ne peut pas continuer ainsi.

Deuxième point, l'action locale : je suis entièrement d'accord avec Magali, à savoir que le local est un vecteur particulièrement efficace pour comprendre les problèmes et mobiliser les énergies. C'est le propos de Bruno Latour : le local est le moyen privilégié de mettre les gens en mouvement parce qu'il renvoie au vécu. Mais le localisme, Magali l'a dit, n'en constitue pas moins un risque ! Il faut être conscient du fait qu'on ne résoudra pas tous les problèmes par le « local ». La première raison, c'est que l'on sous-estime considérablement les interdépendances qui existent entre les territoires : nos villes grandes, petites ou moyennes, ne sont pas des îles ou des isolats. Les systèmes de flux qui les relient ou les traversent sont beaucoup plus denses et ramifiés que ce qu'on imagine spontanément. Des recherches extrêmement intéressantes, au plan international, ont cherché à calculer l'empreinte carbone des villes. Elles démontrent qu'au-delà des émissions directes des villes (le scope 1 en jargon), les émissions indirectes incluses dans la consommation des habitants (scope 3) multiplient par deux ou trois leur empreinte ! Au-delà de tous les flux marchands qui tissent une toile très dense, il y a aussi les interdépendances par la dépense publique (que notre ami commun Laurent Davezies a mises en lumière depuis des années). Il y a les interdépendances tarifaires, par exemple pour l'énergie. Quand on va aller vers les « renouvelables », la dimension territoriale va devenir extrêmement importante dans la production d'électricité, mais il ne faudra pas sacrifier la solidarité. Accéder à des ressources spécifiques ne doit pas conduire à multiplier les tarifs. Enfin je veux insister sur le fait nous avons certainement besoin aujourd'hui d'investissements lourds, alors que beaucoup d'États, à commencer par le nôtre, jouent « petit bras ». J'ai par exemple été très impressionné par les annonces qui ont été faites par Boris Johnson et l'Etat britannique sur les projets extrêmement ambitieux de passage à l'éolien en mettant en place de très grands projets en mer. Les Pays Bas et les pays nordiques sont sur la même ligne. Je pense qu'on a besoin, en Europe, que les Etats soient moins frileux pour pouvoir réaliser les très grands investissements nécessaires. Les projets des villes ne suffiront pas.

Dernier point : il faut aussi se réinterroger sur les orientations générales de notre économie. A cet égard, les concepts, les mots et les représentations que nous utilisons me semblent essentiels. Notre économie ressemble aujourd'hui à un grand paquebot, dont nous discutons la motorisation, l'aménagement des ponts, le menu du restaurant... sans vraiment nous interroger sur la direction globale qu'il prend. La pensée écologique est très focalisée sur le « comment produire ? » mais finalement assez peu sur le « quoi produire ? ». Bien sûr, on ne peut pas tout reprendre à zéro, il faut faire avec le monde tel qu'il est, mais on peut se raccrocher aux grandes tendances constatées dans notre société. Que constate-t-on ? Quels sont les secteurs et les marchés qui se développent le plus ? En première position, la santé, suivie de toute la galaxie du bien-être, l'alimentation (avec de nouvelles définitions comme composante du bien-être), le loisir, la culture, l'éducation, la mobilité (que je considère comme un droit et pas seulement une nécessité fonctionnelle)... Ces secteurs ont deux choses en commun. La première est d'être centrés sur les individus et les services rendus aux individus, écologiquement plus légers que l'accumulation d'objets. Le modèle des Trente Glorieuses avec sa croissance « garage, salon, cuisine » (avec tous ces objets nouveaux et fascinants qu'on a accumulés dans nos maisons) est à bout de souffle. Les nouveaux secteurs en croissance forte sont bien différents : ils touchent directement nos corps, nos émotions, notre intelligence, etc. C'est



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

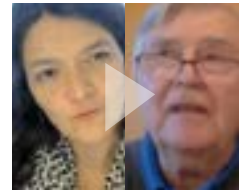
Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



ce que j'appelle l'économie « humano-centrée ». Robert Boyer défend aussi cette thèse depuis assez longtemps et parle dans son dernier livre de croissance « anthro-générique », c'est un peu la même idée ! Pour l'Europe, développer ces secteurs devrait être une piste privilégiée. La croissance de ces secteurs est en partie masquée, parce qu'ils sont largement socialisés pour des raisons historiques. A cause de cette dimension socialisée, on regarde parfois ces secteurs comme annexes, éléments supports de la base productive nationale et locale, alors qu'ils en sont le nouveau cœur ! A cet égard, je n'ai jamais compris pourquoi l'on mettait dans rubrique des « charges » la réparation d'un humain dans un hôpital alors que la réparation automobile, elle, s'inscrit dans la rubrique « création de valeur » ! On a beaucoup parlé, avec la pandémie, des « métiers essentiels », métiers que nous devons, soit dit au passage, cesser de considérer comme des « métiers de basse qualification » car ils sont souvent extraordinairement complexes et difficiles, mais pas reconnus comme tels. Si nous voulons construire une société plus juste, plus écologique et redonner une base solide aux classes moyennes, il nous faudra développer et reconnaître ces secteurs-là ! Et j'en viens au deuxième point que ces secteurs humano-centrés ont en commun. C'est d'avoir, paradoxalement, une dimension collective très forte, de reposer largement sur la qualité des liens entre personnes et groupes, et aussi, de ce fait, d'être très liés aux territoires. Pour la santé, par exemple (soins, mais aussi prévention) cette dimension collective et territoriale est cruciale. Mais elle reste très largement à construire et un certain nombre de villes - Strasbourg entre autres - commencent déjà à y réfléchir. Il y a donc, à mon avis, une piste essentielle dans ce triangle « économie de l'individu, économie des liens et territoires ». En fait, il nous faut revenir à une réflexion sur ce que recouvre la « valeur ». Qu'est-ce qui crée de la valeur ? Comme la planification, le mot est passé de mode, mais la situation économique, écologique et sociale nous oblige à revenir aux fondamentaux. Enfin, là où je te rejoins encore Magali, c'est que cette économie, si elle est locale, n'est pas pour autant fermée sur le local : on parle beaucoup aujourd'hui de living lab, de laboratoire à l'échelle 1. Si nous sommes capables d'inventer des solutions pour la mobilité ou la santé dans des zones peu denses de montagne, qu'est-ce qui nous empêche de proposer ces solutions à d'autres, de créer des logiciels ou des systèmes transférables ? Il me semble incroyable qu'on soit obligé, pour faire le matching local entre une offre et une demande de mobilité, de faire appel à une ancienne start-up californienne, simplement parce que le système financier lui a permis d'aller directement à la conquête du monde !



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

QUESTIONS – DÉBATS :

ARIELLA MASBOUNGI : merci Pierre et merci Magali. On va prendre quelques questions du chat que je vais essayer de regrouper :

Il y a des questions autour de la transition écologique et la COVID : est-ce que avec la COVID et la montée du télétravail change la donne ? Est-ce que, par exemple, cela donne des chances à des territoires non métropolitains, éloignés : les petites villes, les campagnes ? On oppose aussi la question de : « faut-il faire des choix drastiques ? », par exemple développer l'agriculture sur le triangle de Gonesse, avec la fin du projet d'Europacity ? On nous demande aussi si on peut inventer des modèles alternatifs qui combinent l'économie, l'écologie, les formes urbaines avec un point central sur la question des lotissements dénoncés à juste titre par Pierre Veltz, et dont certains disent : « oui, mais ils sont plébiscités depuis le confinement. »

Certains trouvent que Pierre a été un peu rapide sur les questions d'énergie, de transport et des GAFA.

Ensuite, il y a beaucoup de questions sur la gouvernance : est-ce que l'émiettement français, l'émiettement communal ne va pas à l'encontre de ce que vous proposez, l'un et l'autre, alors certains disent : « ah oui, mais l'Etat n'a pas fait beaucoup mieux ! »

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



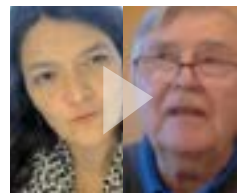
Certains disent : « les élus n'ont pas assez de culture locale de la qualité et ne sont pas suffisamment à l'écoute. » Pourriez-vous développer l'articulation entre une gouvernance et un territoire qui est indispensable pour traiter les choses à la bonne échelle ?

D'autres aimeraient que vous développiez des matrices nationales, comment cette nouvelle économie pourrait fonctionner pour refondre le modèle économique français alors que nous allons vers business as usual et pas du tout ce qu'on nous avait promis pendant le premier confinement sur le monde d'après ?

Et puis, vous avez tous les deux beaucoup insisté sur le local, comment un territoire peut puiser ses forces dans ce qu'il est et pas seulement essayer d'attirer ce qu'il y a ailleurs ?

MAGALI TALANDIER « Renforcer les systèmes, les complémentarités, les réciprocitys » entre villes et campagnes

La question du télétravail qui est d'actualité, celle de la relation ville-campagne, et tout ce qui se raconte en ce moment sur l'exode urbain, représentent de bonnes questions, même si il est trop tôt pour y répondre de manière définitive. Moi qui ai d'abord travaillé sur les questions d'aménagement en m'intéressant aux espaces ruraux, ce sont des sujets que j'observe depuis une bonne dizaine d'années et, jusque-là le télétravail était souhaité sans y parvenir. Là, et de façon très accélérée, on a largement amélioré nos outils, notre possibilité de télétravailler et cela ouvre des perspectives : cela pourrait changer notre rapport à l'espace et notre rapport au territoire. Mais ce qui m'a le plus chagrinée dans ces débats et dans ce que j'ai pu lire depuis le mois de mars, c'est plutôt l'interprétation qu'on en faisait. On se disait que le télétravail allait générer un exode urbain que cela constituait une bonne nouvelle. La ville allait enfin péricliter et la campagne prendre sa revanche. Je trouve ces approches binaires et clivantes vraiment hors de propos. Cette lecture m'a laissée perplexe : outre le fait que l'on ne soit pas sûr que cela dure, on se rend compte que le télétravail ne concerne que 30% des actifs et des actifs plutôt de CSP+. Il y a donc un risque de voir encore une fois les inégalités progresser. En France, il y a plein de choses que l'on pourrait faire pour mieux étudier ces phénomènes de fractures ! Malheureusement, notre accès aux données est trop parcellaire par rapport à d'autres pays. Au Canada par exemple, où j'étais il y a quelque mois, les études montrent très clairement qui sont les actifs qui sont en capacité de télétravailler et comment cela peut impacter les villes et les campagnes. Ce ne sont évidemment pas les plus précaires ou les moins diplômés qui ont les moyens de choisir leur espace de vie. Par conséquent, quand on se réjouit de possibles exodes urbains, on se réjouit que des personnes qui en auront les moyens - financiers et culturels - quittent la ville ! Mais à quel point cela constitue-t-il une bonne nouvelle pour la ville de voir des revenus partir ? Et à quel point est-ce une bonne nouvelle pour la campagne de voir s'exercer une pression avec l'arrivée de nouvelles populations ? Je m'étais amusée à calculer ce que serait cette France idéale d'un rééquilibrage entre villes et campagnes, cette France qui, enfin, arriverait à dédensifier les villes. Dans ce scénario que j'ai appelé « rétro-prospectif », je me suis rendue compte qu'il n'était pas tenable, y compris d'un point de vue environnemental ! Evidemment, cela ne veut pas dire qu'il faut continuer de densifier et qu'il n'y a que dans la ville que l'on trouvera des solutions, mais cela signifie que cette lecture qui oppose villes et campagnes et postule que le déclin des uns est une bonne nouvelle pour les autres, est un leurre. Cela nous enferme dans des débats qui ne sont pas les bons ! Ce sont les systèmes, les complémentarités, les réciprocitys qui comptent et qui nous permettront de dépasser les problèmes que l'on a aujourd'hui. Bien sûr, il faut travailler sur l'habitabilité urbaine et remettre de la nature en ville ! Il faut faire un certain nombre de choses que les urbanistes et les architectes essaient de défendre mais ce n'est pas en opposant, en se donnant les moyens de partir le plus loin des villes que se trouve la solution. Ceci étant, nous



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



sommes face à une vraie accélération du télétravail et je ne sais pas ce qu'il restera de nos modes d'organisation après la crise mais on est un certain nombre à espérer qu'il en reste quelque chose, parce que tout n'est pas si mauvais que ça.

ARIELLA MASBOUNGI : Juste pour revenir sur cette affaire ville/campagne très souvent évoquée dans le chat, est-ce qu'il y a de nouvelles opportunités pour les territoires éloignés des métropoles à partir du télétravail d'une part, du développement de services à la demande d'autre part? Est-ce à condition de faire la ville autrement, de réhabiliter l'existant, de pas réaliser de lotissements au milieu de rien, de faire ce que disent les ministres, c'est-à-dire jouer beaucoup plus la reconversion que l'étalement urbain ? Il y a peut-être une nouvelle chance pour ces campagnes et pour les petites villes...

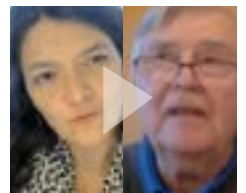
MAGALI TALANDIER : Je pense qu'on s'est beaucoup focalisé sur la grande ville et la campagne alors même qu'en effet il y avait peut-être des choses plus intéressantes à dire sur les petites villes et les villes moyennes : cela fait 20 ou 30 ans que le rural se repeuple en France, bien sûr pas partout. Mais les territoires qui pourraient bénéficier du télétravail et se révéler attractifs pour les urbains qui en ont les moyens, ce sont ces territoires ruraux qui, déjà, présentent une certaine dynamique d'emploi, de résidence, etc. et qui sont dans une situation favorable. Par ailleurs, sur une autre forme d'économie productive pour penser l'avenir des villes, les villes moyennes ont une carte à jouer ! J'accompagne en ce moment le territoire de Valence – Romans-sur-Isère lauréat du PIA (Programme d'Investissement d'Avenir) « territoire d'innovation » autour de cette question des start-up de territoire : nous voyons émerger un entrepreneuriat à vocation productive mais aussi sociale et environnementale... Aujourd'hui cette taille moyenne, intermédiaire, cette proximité qu'offre ce type de villes, semble jouer un rôle positif dans une forme de relance économique et de relance de l'entreprise : c'est intéressant même si cela n'est pas forcément lié au télétravail.

ARIELLA MASBOUNGI : Pierre, quelques réactions sur les questions posées ?

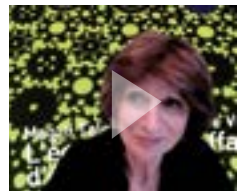
PIERRE VELTZ : refuser le tout marché, réinventer la planification et l'aménagement du territoire

Sur la question « villes et campagnes », le vrai sujet me semble être ce qu'il y a entre la ville et la campagne, c'est-à-dire ces grandes nappes suburbaines qui bien souvent débordent le périmètre des métropoles et qu'habite aujourd'hui une grande partie des Français. Or c'est là que se situent les enjeux principaux en termes sociaux et environnementaux. Je dis depuis longtemps qu'il faut arrêter de se focaliser sur ces oppositions entre territoires, qui n'ont pas vraiment de sens, dans la mesure où l'avenir se situe dans la coopération et les réciprocités entre ces différents espaces. En matière d'écologie, il semble évident qu'on ne va pas mettre massivement des énergies alternatives dans les cœurs ou en proximité immédiate des villes. La question de la biodiversité se pose aussi à des échelles élargies, même très élargies. Ces oppositions sont très alimentées par les structures organisationnelles : il y a les maires de petites villes, les maires de villes moyennes, des grandes villes et le système politique renforce artificiellement ces oppositions. La deuxième chose qui me frappe quand on regarde les territoires moyennement denses ou peu denses, c'est la diversité des trajectoires : il y a des petites villes et des villes moyennes qui s'en sortent très bien tandis que d'autres s'enfoncent dans des spirales plus ou moins dépressives. Et, quand on creuse, on s'aperçoit qu'en général il n'y a pas de raison objective facile à identifier. Si causalité il y a, elle est socio-culturelle ou politico-socio-culturelle. Certaines sociétés locales sont capables de se prendre en main pour créer des projets et d'autres non. Il faut quitter les visions déterministes, extrêmement appauvrissantes et finalement anachroniques opposant les territoires entre eux.

Il y a une question que je voudrais soulever et qui n'a pas été évoquée - c'est celle des comportements et des incitations, fiscales ou réglementaires. Certains ont tenté de chiffrer ce qui relève de nos actions individuelles -manger moins de viande par exemple, se déplacer moins, etc. L'impact



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



est réel mais très inférieur à ce qui relève des effets structurels et systémiques. Une étude internationale a chiffré l'impact cumulé de 90 comportements « écolos », regroupant tous ceux qui sont habituellement prônés. On arrive à une réduction d'un quart des émissions, le quart de ce quart étant lié à une réduction du carbone importé. Magali, tu as rappelé que nos collègues se situent plutôt dans des visions macro et que l'économiste a un réflexe conditionné : quand il voit une externalité, il y met un prix, en pensant que cela va permettre de nous en sortir en réorientant les choix des producteurs et consommateurs. Cela reste un sujet de débat majeur mais, je constate, qu'à part quelques pays comme la Suède - qu'on prend toujours en exemple mais qui demeure un petit pays -, nous n'arrivons pas à développer cette taxe carbone, après deux retraites en rase campagne (bonnets rouges et gilets jaunes)! Or l'horloge tourne ! Il faudrait faire très vite maintenant pour déployer une taxe carbone à la bonne échelle. N'attendons donc pas la solution miracle de ce côté-là. C'est le même constat pour la finance verte dont on parle beaucoup et qui pourrait devenir un mouvement important, dès qu'un certain seuil serait franchi. Mais, pour l'instant, cela reste marginal ! Il n'y a donc pas, à mon avis, d'autre solution qu'une implication plus forte des Etats. Nous devons réinventer la planification non sous sa forme des années 1960 ou 1950 mais sous des formes modernes, s'appuyant sur les initiatives et la créativité locale. La question des sols agricoles ne se pose pas de la même façon d'une région à une autre ou d'un territoire à un autre. Mais l'Etat, au niveau central, devrait aussi reprendre la main, directement et pas seulement indirectement, sur certains sujets ! L'idée d'aménagement du territoire est devenue ringarde : évidemment, il ne faut pas la ressusciter à la façon des années 1960 mais la réinventer de manière différente me semble indispensable. Nous avons besoin, sur de nombreux sujets, d'une vraie vision à l'échelle nationale et européennes, et pas seulement d'imposer des normes générales, universalistes à la française, comme le ZAN, dont la mise en œuvre va donner lieu à des débats sans fin, et à beaucoup d'entropie.

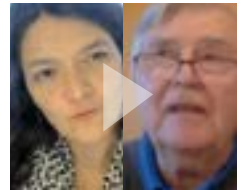
ARIELLA MASBOUNGI : ...en tout cas surtout quand l'Etat a des politiques qui favorisent l'étalement urbain, en particulier sur les développements commerciaux, le fait d'avoir les prêts à taux zéro...

PIERRE VELTZ : oui bien sûr parce que les normes sont forcément contradictoires les unes avec les autres !

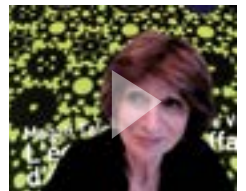
ARIELLA MASBOUNGI : c'est pas mal que l'Etat français souhaite freiner l'étalement urbain mais il faut qu'il s'en donne les moyens. Je vais prendre une ou deux questions très précises : Pierre Narring nous dit, « pour faciliter la transition écologique, il faut dénoncer les comportement de grands acteurs de réseau : par exemple, la SNCF a passé un contrat avec Amazon et installe des bornes dans de nombreuses gares d'Île-de-France sans informer les élus locaux... mais, j'ai soutenu la lutte de Pierre Veltz contre le projet de la Gare du Nord qui est tout sauf écologique et qui est même tout sauf économique ! Parce que, faire un centre commercial en plein Paris, franchement, je ne sais pas à quoi ça sert. Et pourtant ce projet nocif se fera. Donc, comment fait-on pour s'opposer à ces grands acteurs ?

Et puis, Jean-Louis Meynet nous dit « je suis très surpris, rien que sur la question sociale du moment, on ne nous dit rien ! Et du rôle des élus écolos sur le court terme ? » Il vous conteste quelque peu et il dit aussi qu'on est dans un discours « angélique set macro », « que racontes-tu à Bridgestone ? » etc.

PIERRE VELTZ : Amazon fait partie du jeu, qu'on le veuille ou non ; les consommateurs le plébiscitent. Le problème est que les coûts cachés de la livraison immédiate sont payés par la collectivité (en congestion, etc.) et c'est le monopole, la puissance d'Amazon qui fait que, même les Etats n'arrivent plus véritablement à réguler. Il faut bien voir que l'économie de l'individu dont j'ai parlé tout à l'heure, et qui est à mes yeux la piste bonne piste capable de réconcilier économie et écologie, est aussi la cible privilégiée des GAFA. Pourquoi ? Parce que pour la santé, la mobilité, le loisir, etc. la donnée est la clé de voûte stratégique. Il faut donc arriver à se réapproprier la donnée. Sans acteurs capables de



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



s'en emparer, ce sera le marché et les GAFAs partout ! Et on laisserait se développer une économie où le lien social d'intermédiation aurait tendance à disparaître. Car les GAFAs sont aussi fondés sur la dés-intermédiation généralisée (chacun devant son écran). L'économie humano-centrée peut donc prendre une voie purement marchande avec la généralisation du modèle des plateformes. L'autre trajectoire est au contraire celle où la valeur se crée dans le lien, le service, la réciprocité. Cela me permet aussi de dire un mot sur la question de l'emploi ! Je suis un grand militant de la réindustrialisation mais je sais, en même temps, que l'industrie, même relocalisée, même dans un scénario très optimiste, ne créera plus beaucoup d'emplois, parce qu'on va avoir des usines de plus en plus automatisées. La création d'emplois se fera dans les services, en particulier dans les services à la personne, l'immense nébuleuse du care ! Et c'est là qu'il faut créer massivement des emplois, le potentiel de création d'emploi n'est pas ailleurs ! Mais toute la question est dans la qualité de ces emplois. C'est là qu'est le champ de bataille des années qui viennent. Et les villes sont en première ligne.

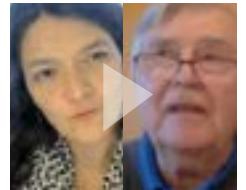
MAGALI TALANDIER : Une remarque venant du chat : je crois que le changement ne viendra pas que des acteurs publics. Les habitants qui sont les premiers utilisateurs d'Amazon, doivent aussi se poser les bonnes questions ! Il y a une part de responsabilité collective. En France, les GAFAs sont moins présents dans la fabrique urbaine qu'ils ne le sont dans certains pays où on a déjà toute une gestion de la ville qui est organisée par ces grands opérateurs privés. Ce sont des choix collectifs pour lesquels la responsabilité est partagée.

Je m'étonne par contre de la remarque regrettant que nous ne parlions pas d'emploi : en réalité, nous ne parlons que de ça ! Tout ce que j'ai dit sur cette base économique locale, ou cette économie désirable qu'appelle de ses vœux Pierre sont directement liés à cette question des emplois. Ce sont des secteurs pourvoyeurs d'emplois. Quand je dis « inverser les priorités et changer de logiciel », je parle aussi de l'emploi et notamment de la qualité des emplois. En tout cas, si le message n'était pas bien passé, c'est bien de le redire de façon claire.

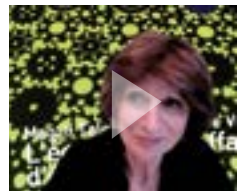
Et puis, sur les élus écologistes, c'est clair qu'il y a un énorme enjeu à ne pas avoir une ville-centre qui développerait son projet contre sa périphérie. Mais de toutes façons, ça ne pourrait pas marcher : si on reprend l'exemple de Grenoble, si nous n'arrivons pas à faire en sorte que, a minima, la métropole et la ville-centre travaillent ensemble, c'est tout le territoire qui piétinera ! Et c'est un territoire intéressant, un laboratoire de la transition, parce qu'il se pourrait qu'on soit en train de vivre une bifurcation à des fins plus environnementales menée depuis l'échelon local. Pour les autres villes plus récemment prises par des élus écologistes, il faut attendre et laisser au moins le temps de l'action pour se prononcer. Il faut enfin garder espoir : j'ai entendu sur le chat « on est dans un monde angélique » mais soyons contents si nous avons réussi à tirer des fils positifs dans le contexte actuel et à donner un peu d'espoir pour changer nos villes!

EN CONCLUSION : DES SCENARIOS OPTIMISTES

ARIELLA MASBOUNGI : Justement, nous allons essayer de donner un peu d'espoir en tentant de conclure de manière optimiste - parce que de toutes façons, quand on est urbaniste, il faut être optimiste ! Et quand on travaille sur la ville on est obligé de sortir des domaines réservés et cela impose de se confronter au spatial, ce que Pierre Veltz est arrivé à faire dans sa vie professionnelle et ce que fait Magali quand elle travaille sur une ville et sur une métropole pour les rendre durables dans tous les sens du terme. Pouvez-vous, l'un et l'autre, dans cette période anxieuse où nous sommes tous en manque d'espoir - sans vous demander d'être prophète parce que ni l'un ni l'autre ne vous y prêtez - développer un récit positif, une sorte d'utopie réaliste qui combinerait écologie et économie en s'adressant à ce public d'acteurs de la ville pour leur offrir des éléments d'espoir ?



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



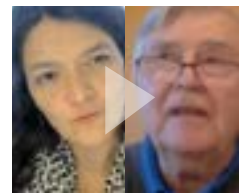
MAGALI TALANDIER : UN SCENARIO DE LA RECONNEXION

C'est une figure de style des urbanistes « l'utopie réaliste ». C'est plus difficile pour les économistes. Une idée me vient en tête : on a travaillé, il y a quelque temps sur des scénarios prospectifs nationaux que nous déclinions ensuite au niveau des territoires. En interrogeant l'avenir de l'économie résidentielle et touristique, nous interrogeons finalement l'avenir de ce modèle où l'on est arrivé à une hyperspécialisation des espaces. L'économie résidentielle et touristique existe parce que nous avons des hauts lieux de ce type d'économie qui attirent certains types de population et génèrent des emplois, des revenus. Nous sommes donc arrivés à un monde extrêmement spécialisé à l'échelle de la ville : cette spécialisation socio-spatiale se joue également à d'autres échelles extra-urbaines notamment. Si je devais projeter un scénario que je trouve plus favorable, ce serait un scénario de reconnexion. Cela rejoint d'ailleurs ce que j'ai dit depuis le début sur le fait de prendre au sérieux le local. Je dirai qu'un scénario plus soutenable ou plus durable serait celui où l'on essaie de reconnecter nos espaces de vie, de travail, nos espaces récréatifs... Ce n'est pas un local qui enferme mais c'est quelque chose où je retrouve du sens et où je réaligne mes priorités dans un monde où il est difficile pour l'individu de tout tenir : il faut être ici et partout en même temps, aller toujours plus vite donc un certain réalignement dans la ville, dans l'espace de ces choses essentielles de notre quotidien, une re-superposition de nos multiples lieux de vie apaiserait, je pense, pas mal de choses. Je dresse une utopie en partant de ma propre vie, ce serait ce genre de choses que j'aimerais voir émerger dans les années qui viennent.

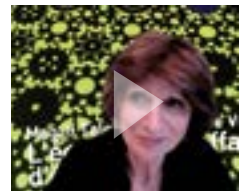
PIERRE VELTZ : RECONNECTER

Ce qui me frappe c'est le contraste entre le discours convenu de la morosité (quand on ouvre la télé, la radio, on a plutôt envie de la refermer très vite) et un vrai bouillonnement de projets dans les territoires. Magali évoquait tout à l'heure les start-up de territoire : il y a eu cette réunion de Valence à laquelle j'étais invité. Je n'ai pas pu y aller mais c'est fascinant de voir à quel point il y a de l'innovation et de la créativité, des gens qui essaient d'inventer des choses ! Et c'est le moteur principal ! Le problème c'est que ça vient se heurter à des modèles, à des formats, à des normes trop rigides et spécialisées. Je prends l'exemple très concret d'un bâtiment. Quand on évoque la déspecialisation des espaces, on y va tout doucement. On sort péniblement de ce modèle extrêmement spécialisé qui pèse finalement très lourd dans la facture écologique. Je dirai - mais c'est vrai aussi pour les quartiers, c'est vrai pour tous les objets urbains-, qu'un logement, un immeuble d'habitation, c'est une masse gigantesque de normes qui sont incroyablement monofonctionnelles. Or un immeuble devrait être d'abord une ressource collective pour ses habitants, mais aussi pour son quartier. On a parlé tout à l'heure de la question du télétravail : une des choses toutes bêtes qui manque le plus ce sont des endroits où l'on peut télétravailler tranquillement parce que nos logements, sauf exception, sont trop petits. Il y a donc ce décalage surprenant entre une grande créativité - un monde à reconstruire avec des ressources intellectuelles qui sont considérables - et une grande fatigue liée au sentiment de piétinement face à des monstres normatifs hors de contrôle. Il faut qu'on arrive à secouer ce fatras de normes et de règlements, de visions en silos : il faut reconnecter et je pense que ce sera pour moi le mot de la fin, reconnecter ça me va bien !

ARIELLA MASBOUNGI : merci pour vos conclusions, vos engagements. Merci au public qui nous a suivi, en direct, et plus tard en décalé. Je voulais vous annoncer qu'on tiendra vraisemblablement un 5 à 7 en mars autour du logement avec très certainement, Emmanuelle Cosse qui est notre ancienne ministre en charge de l'écologie et qui préside à présent l'union sociale de l'habitat avec un chercheur... On espère tenir la séance en présentiel mais aussi de cette manière-là parce que l'on peut avoir un public plus important. On avait invité Richard Sennett et décalé plusieurs fois sa conférence à présent reportée à juin. En tout cas mille mercis, je pense que vous avez apprécié nos intervenants, leur engagement, les liens qu'ils veulent faire entre l'économie, l'écologie, la ville et leur implication très forte dans le réel. Un grand merci à tous et à très bientôt.



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

Magali Talandier et Pierre Veltz

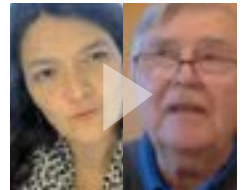
L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



Chat dans son intégralité :

16:56:58 VONGPHATNAKHONE SANANIKONE : Bonjour à tous
16:57:12 DOMINIQUE FIGEAT : On vous entend !
16:57:25 JEROME GOZE : Bonjour à tous
17:04:41 Marie DEKETEELAERE-HANNA : Bonjour, quel bon choix de thème !
17:12:02 ALAIN GUGLIELMETTI : Economie et Ecologie ont la même racine, oikos, la maison. De fait, ces termes doivent s'entendre mais sans recherche d'accaparement de certains : L'équilibre est nécessaire sur la base de ce que la planète nous donne.
17:13:15 DENIS OULES : L'hydrogène n'est qu'un vecteur d'énergie: comme les batteries. Mais c'est un vecteur entre production d'électricité et consommation pour mobilité ou autre, peut-être moins pollueur que les batteries : voir le document de ce soir sur Arte concernant les métaux rares.
17:15:08 JEAN-LOUIS MEYNET : comment analyser les premiers mois des édiles écolo qui semblent empruntés pour parler dev éco dans les territoires : pôles de compet, attractivité, cluster, R1D et se cantonnent sur circuit court, proximité, etc..
17:17:08 MOHAMED SAID BEN KHEDER : Thème très intéressant.
17:19:28 DENIS OULES : Le triangle de Gonesse, au nord de Paris, espace agricole fertile (un bien précieux pour notre alimentation et le stockage du carbone) doit-il utiliser une résidence absorbative, ou adaptative, ou adaptatrice ?
17:19:45 DENIS OULES : Résilience
17:25:54 JEAN-DANIEL WEISZ : Transition ou transformation ?
17:29:57 JEAN-LOUIS MEYNET : ok, mais quid sur Alstom ?
17:35:20 PIERRE DUCRET : Edgar Morin parle de métamorphose
17:37:13 PIERRE DUCRET : la résilience n'est conservatrice qu'en physique des matériaux. En biologie, écologie et aussi en psychologie, il s'agit de la capacité de relancer une dynamique après un choc.
17:38:04 LUCAS BERARD-CHENU : Est-ce que cela n'appelle pas une analyse des co-évolutions : entre l'analyse des modèles « alternatifs » et celui du modèle « conventionnel » ou « existant » ?
17:38:51 XAVIER DURANG : lotissements pavillonnaires encore plus plébiscités depuis le confinement.
17:41:35 MYRIAM CAU : d'accord sur l'émission de la « responsabilité communale » à l'égard de l'étalement, mais les intercommunalités ne reproduisent parfois que ce rassemblement de clochers où chacun doit recevoir son dû et doit voir sa part de souveraineté très préservée. Je suis marquée par l'écriture-volution de la Métropole Lilloise, de moins en moins stratégique et de plus en plus addition de pouvoirs locaux.
17:42:39 ALAIN GUGLIELMETTI : Les interco c'est un moindre mal : quand c'était l'Etat, ce n'était pas non plus parfait ...
17:43:16 MYRIAM CAU : j'en conviens.
17:43:44 CAROLE POURCHEZ : Latour a récusé la notion de local et global en travaillant la notion de territoire comme celui des dépendances et des interdépendances des habitants aussi proches ou lointaines soient-elles. Etes-vous d'accord sur cette notion de dépendances à travailler ?
17:43:45 CLAUDE KINTZIG : Comment réussir à élaborer et construire collectivement alors que le néolibéralisme met en avant l'individualiste et la concurrence ?
17:44:46 DENIS OULES : J'ai l'expérience récente d'un PLUi : la législation est si complexe, et le système d'info géographique si sophistiqué, que les Elus communautaires et les citoyens sont dépassés, otages du cabinet d'études qui réalise le PLUi
17:44:52 ELVIRE WITTMER : pourquoi penser en opposition ? décisions locales et étatiques devraient travailler en commun, non ?
17:45:45 ANNE ANNE PONS : la planification traite justement souvent des moyens plutôt que des objectifs... alors, changer nos méthodes de planification ?
17:45:50 JEAN-LOUIS MEYNET : et l'énergie, le numérique, le transport, la construction?? PV va un peu vite !!
17:46:25 ALAIN GUGLIELMETTI : Le problème de fond est l'absence de culture urbaine architecturale et paysagère de nos élus en général et des filières des aménageurs qui ne vendent que des produits qui ne font pas ville (lotissements en tous genres).
17:48:05 EMMANUEL DE LA MASSELIERE : pierre vous posez bien la question : quoi produire? Ce n'est pas parce que nous aurons moins de biens demain que nous vivrons moins bien. En 2012 on a assisté en Angleterre au pick consuming : croissance du PIB de + 2% mais décroissance des intrants de 2% : connaissance, rencontres, social, santé, qualité...
17:48:07 FRANÇOIS NOISSETTE : Réflexion intéressante. Est-ce qu'il existe de premières tentatives de décrire ce que serait une matrice économique nationale ainsi restructurée ? Quelles sont les conditions pour faire circuler l'argent et financer ces activités ?
17:48:23 MARC JAOUEN : Bonsoir à tous, je signale, au sujet de l'empreinte carbone, évoquée à l'instant par Pierre Veltz, qu'il faudra regarder ARTE ce soir, en prime time, une émission sur les « énergies vertes » qui va décoiffer je pense..
17:48:40 MYRIAM CAU : S'agissant des secteurs socialisés, jusqu'où peut-on aller en maintenant le contrat social (consentement à l'impôt, péréquation ?



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

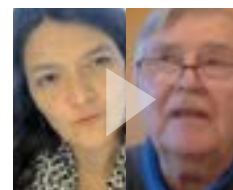
Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

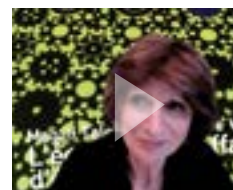
Compte rendu (suite)



- 17:48:41 JEAN-LOUIS MEYNET : Quid des GAFA ? des plateformes ?
- 17:49:14 JEAN-LOUIS LABEYRIE : Est-ce que l'on essaie d'imaginer à l'échelle des territoires, locaux ou plus larges, peuvent être compatibles avec les stratégies des entreprises, locales, nationales et internationales. Encore aujourd'hui, alors que l'on parle de l'après covid, on observe des divergences considérables, les entreprises, surtout les plus grandes semblent poursuivre leurs business as usual, en termes de produits et de modes de production, objets ou services
- 17:49:43 MYRIAM CAU : Cela fait des années que l'on travaille sur des indicateurs alternatifs et de bien-être, on regorge de travaux (passionnants) mais qui ne sont de fait pas utilisés par les politiques publiques, ils ne servent pas aux arbitrages ...
- 17:49:47 ALAIN GUGLIEMMETTI : La valeur et les valeurs de notre société.
- 17:49:50 ANDRE JOYAL : Ceci étant admis: ça met la baguette à combien?
- 17:49:53 DENIS OULES : Mais Pierre, les dépenses de santé sont bien payées par les charges sociales de l'économie productive, celle créatrice de richesses qui finance aussi éducation, fonctionnaires et retraites.
- 17:50:29 RAPHAEL CRESTIN : avec les nouvelles formes de travail et de communication, l'émiettement communal et l'étalement urbain sont-ils si problématiques que cela ? ils ne génèrent plus en tt les cas les mêmes externalités négatives en matière de déplacement ...
- 17:50:38 MOHAMMED ACHEKOUD : dans la pensée du développement durable, je pense que la transversalité, a totalement disparu des écrans. Or, sans transversalité et convergence, on ne peut pas s'attaquer aux grands sujets écologiques.
- 17:50:40 CLAIRE-ANNE DAVID-LECOURT : On accepte de payer 100e /mois pour son abonnement tel /tv et pas plus de 150e pour une année à l'université
- 17:51:14 XAVIER DURANG : Quelle place et quelles formes pour le commerce dans des modèle d'aménagement du territoire dans le monde d'après?
- 17:51:16 PHILIPPE GRAND : Economie productive = économie taxable ?
- 17:51:29 SABINE MORAUD : cela tend à voir la santé comme une dépense et pas comme une valeur posant bien la question que vient de poser Pierre Veltz sur la valeur
- 17:51:54 ANNE-MARIE ROMERA : ce qui crée de la valeur dans tous ces secteurs est la détention des données sur les habitudes individuelles. A quand un Amazon européen ?
- 17:51:56 SABINE MORAUD : la santé comme les fonctionnaires, les retraités, etc
- 17:52:45 CLAUDE KINTZIG : Les dépenses de santé sont dans le PIB, donc elles sont création de richesse.
- 17:53:24 MARIE DEKETELAERE-HANNA : Comment avancer sur ces sujets à l'échelle européenne ?
- 17:53:36 CAROLE POURCHEZ : La conférence POPSU de Magali Talandier avait évoqué de façon intéressante la parallélisme de plusieurs types de résilience «en même temps» selon la résistance du domaine à la transformation. Pourquoi pas continuer à réfléchir à ces dynamiques différentes qui se passent en même temps sur des modèles légalement différents ?
- 17:54:22 HENRI FRAISSE : Avez-vous mis en place sur Grenoble des gouvernances emboîtées (voir encadrées pour reprendre l'expression de E. Ostrom) si oui avec quelle construction?
- 17:54:26 FLORENCE GOBEAUT : Penser au monde rural et périurbain?
- 17:54:33 ANDRE JOYAL : Et ma baguette!!!!
- 17:54:59 EMMANUEL DE LA MASSELIERE : pourriez-vous nous parler des progrès conceptuels sur l'internalisation des coûts externes, et donc d'internalisation des coûts écologiques.?
- 17:56:12 FARIZA BENASSIL : Qu'en est-il du développement de l'économie relationnelle???
- 17:56:31 SEBASTIEN GIORGIS : Les «élus», ne sont pas une espèce particulière mais une représentation d'une population. Donc cette question de l'acculturation des «élus» est, en France, une question d'acculturation globale de notre pays sur ces questions. C'est la place de l'école, des médias, de la presse de faire une population cultivée. Cela prendra du temps. Mais les exemples suisses, allemand, Italiens, espagnols doivent nous encourager en nous montrant que c'est possible.
- 17:56:48 JEAN-DANIEL WEISZ : Quelle place pour le concept d'économie circulaire en lien avec les questions d'urbanisme et d'aménagement ? Faut-il penser (planifier) les espaces en tenant compte des flux circulaires, rapprocher les fonctions de conception et celles de production?
- 17:56:53 ANDRE JOYAL : C'est quoi l'économie relationnelle?
- 17:57:25 PIERRE NARRING : Retour à la planification, c'est en effet indispensable, mais on n'a pas l'impression que le choc de la crise sanitaire ni la mise en place d'un haut-commissaire au plan provoque une relance de l'aménagement des territoires. Il y a ou avait pourtant une fenêtre de tir avant les élections régionales pour engager cela plutôt que de demander aux préfets d'aller à la pêche aux projets.
- 17:57:33 ARIELLA MASBOUNGI : Il y a des élus éclairés et S. Georgis, paysagiste est maire adjoint d'Avignon
- 17:57:46 DENIS BARD : ne pourrait pas parler du l'intérêt de développer les communs?
- 17:58:04 AMINA ALAOUI : Pour concilier l'approche systémique avec la contrainte de gouvernance actuelle dualisant le local au national, est-ce qu'une approche planifiée concertée et coopérative de type gestion de bassins hydraulique ne serait pas plus adaptée?



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

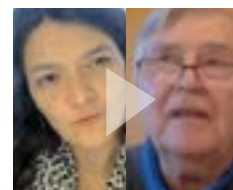
Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

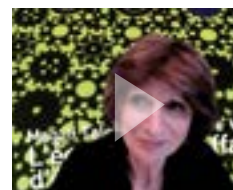
Compte rendu (suite)



- 17:58:31 EMMANUEL DE LA MASSELIERE : pourriez-vous nous parler des progrès de la recherche sur l'internalisation des coûts externes, et donc l'internalisation des coûts écologiques? Ce qui permettrait de faire payer au consommateur final le cout écologique...
- 17:58:33 ALAIN GUGLIELMETTI : Tout à fait d'accord Sébastien mais cela pose aussi la question du statut de l'élu. Quant aux programmes éducatifs sur le paysage, j'ai encore des doutes sur leur émergence générale : dommage.
- 17:59:45 AGNES PAPADOPOULOS : pourriez-vous donner chacun une proposition concrète à défendre lors des élections régionales, pour engager le changement de modèle et de société ? en IDF notamment.
- 17:59:53 SANDRINE DE MEYER : Peut-on avoir accès à cette prospective d'un rééquilibrage ville-campagne?
- 18:00:03 ESTELLE POIRIER DE NARÇAY : Faut-il revenir aussi à un certain régionalisme? en lien avec la loi 3D?
- 18:00:49 ANNE DURAND : comment construire les villes sans les lier à une Économie de production et de logique de croissance.. liées aux bilans des aménageurs, la valorisation du foncier etc...?
- 18:01:28 ANNE ANNE PONS : pourquoi pas utiliser 50% des CPER pour renforcer les flux qui aident à fabriquer ces systèmes territoriaux solidaires...
- 18:02:15 ANNE DURAND : aussi que pensez-vous du Revenu de Transition écologique de la fondation Zoei/S.Swatan?
- 18:02:33 LIONEL PRIGENT : Tout à fait d'accord sur le fait que le lien entre Économie et Écologie ne doit surtout plus conduire à opposer un territoire contre un autre. Il faut à la fois pouvoir mesurer les impacts sur notre environnement (dans un sens large) et permettre dans des conditions environnementalement supportables (j'invente le néologisme) une liberté d'installation aux individus, en fonction des projets de vie et non pas en fonction des rentes foncières et des distorsions dans les infrastructures...
- 18:02:45 LAURIE-MAI DENOUX : quelle définition de la ville moyenne svp ?
- 18:03:22 ERIC HUYBRECHTS : Ou utiliser le ZAN comme outil de solidarité entre les régions en développement qui ont besoin de s'étendre et celle en récession qui ont besoin de moyens financiers pour reconverter leurs friches
- 18:03:45 LIONEL PRIGENT : Comment changer le logiciel du calcul économique pour mieux intégrer du plus long terme et du plus «spatial» : que la friction spatiale ne soit pas seulement un coût...
- 18:03:55 PIERRE NARRING : Pour faciliter la transition écologique, il faut aussi dénoncer certains comportements de grands acteurs de réseau. Ex; la SNCF a passé un contrat avec Amazon et installe actuellement des bornes dans de nombreuses gares d'IDF, et cela sans même informer les élus locaux ni demander leur accord.
- 18:04:15 JEAN-LOUIS MEYNET : je suis très surpris, rien sur la question sociale du moment, l'emploi !!! et du rôle des Élus Écolo sur ce court terme.
- 18:04:30 PERLINE COURGEY : A quelle Échelles placez-vous le local et le global dans vos discours ? communes, interco, département, région ou Etat : des définitions du local/global ou exemples mériteraient d'être apportées pour éclairer ce que vous proposez
- 18:04:49 MARC JAOUEN : l'innovation organisationnelle (proposée par Pierre Veltz il me semble) est certainement essentielle dans la future transition, notamment toute les formes de mutualisation, contraire de l'individualisme, et c'est certainement une condition de la sobriété... De ce point de vue, elle n'est jamais mise en avant, et elle est péjorée par rapport à l'innovation technique qui est valorisée... La moquerie sur les Amish de ce point de vue est très parlante.. Voilà des gens qui ont innové en refusant d'idolâtrer la technique, et qui revendiquent un droit d'inventaire sur l'innovation technique, ce en quoi ils dérangent..
- 18:05:28 JEAN-LOUIS MEYNET : on est dans un discours angélique et macro : que raconte-t-on à Bridgestone, etc??
- 18:05:37 Marie DEKETELAERE-HANNA : Et l'Europe !
- 18:05:42 AGNES PAPADOPOULOS : la question de l'emploi ou du travail doit être traitée, ainsi que sa rémunération.
- 18:06:03 JEAN-LOUIS MEYNET : on refuse les plateformes Amazon
- 18:06:04 AMEZIANE BEN ALLAK : la ville moyenne peut jouer aussi le rôle d'Étendard de l'innovation sociale à travers la promotion du local via les interactions avec leur arrière-pays qui souvent rural.
- 18:06:47 CLAIRE WANTZ : C'est étonnant de constater que les réactions du groupe de conversation paraissent plus essentielles que ce qui nous est présenté.
- 18:07:02 JEAN-LOUIS MEYNET : tout à fait d'accord!
- 18:07:06 EMMANUEL DE LA MASSELIERE : Bravo à pierre pour son propos sur les facteurs du développement qui sont bien plus socio culturels que géographiques et infrastructurels.
- 18:09:10 ANNE DURAND : si pas de solution miracle .. quelles propositions pour les manières de construire ou revitaliser les territoires? de vivre
- 18:09:49 ALAIN GUGLIELMETTI : La planification reviendrait sur des droits donnés à des élus locaux : Qui ne sont pas prêts à perdre leurs petits pouvoirs.
- 18:09:51 ANNE ANNE PONS : Ah merci Pierre pour la prise en compte des caractéristiques des territoires plutôt qu'une règle nationale
- 18:10:26 LUCAS.BERARD-CHENU : Planification ? Mais qui en veut ? S'en remettre à un Etat dont on conteste tous les projets ? avec le concept du NIMBY: Not In My BackYard
- 18:10:34 STEPHAN MUZIKA : il faudrait associer planification et contractualisation, le lien entre la vision et le passage à l'acte



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

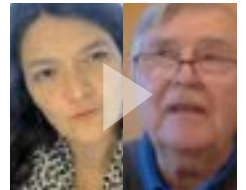
Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

Compte rendu (suite)



- 18:10:35 JEAN-LOUIS MEYNET : franchement ce n'est pas le sujet
18:10:37 MYRIAM CAU : Ce lieu de discussion devrait être celui des régions et surtout des SCOT
18:10:38 RAPHAEL CRESTIN : en Suisse la confédération fixe des quotas de surface arable pour chaque canton qui les déclinent ensuite dans les territoires locaux. Ça marche plutôt bien !
18:11:00 CHARLOTTE HEMERY : Il y a une vraie nécessité à former les services communaux
18:11:16 AMINA GARBOUJ : Est-ce que la décentralisation serait-elle bénéfique?
18:11:46 AGNES PAPADOPOULOS : le changement de modèle ne viendra pas uniquement des acteurs. Les habitants doivent aussi intervenir. Avec l'abstention, les individus ne portent plus les projets des élus. donc il faut récupérer leurs énergies autrement.
18:13:08 CLAIRE WANTZ : N'est-on pas capable ou n'a-t-on pas voulu?
18:13:19 SEBASTIEN GIORGIS : Aujourd'hui, le développement des secteurs à urbaniser sur des terres agricoles qui assure les retraites d'un très grand majorité d'agriculteurs Saurons remplacer ce «ruissellement» de la valeur vers le monde agricole par une autre modèle de retraite des agriculteur ?
18:14:27 RAPHAEL CRESTIN : est-ce à l'environnement de financer les retraites des agriculteurs ?
18:15:06 ALAIN GUGLIELMETTI : La revalorisation des retraites des agriculteurs limitera l'étalement urbain ...
18:15:28 RAPHAEL CRESTIN : tout à fait !
18:15:59 BEATRICE BOUCHET : Je suis d'accord. La mise en réseau des habitants peut faire émerger des projets construits, partagés, pensés collectivement (habitat participatif) qui fait du lien entre les individus et fait sens au collectif.
18:17:14 JEAN-MARC OFFNER : Merci Magali et Pierre. A bientôt.
18:17:22 CLAUDE KINTZIG : Les ZAD sont-elles un embryon de ce que pourrait être un monde qui mette l'Économie au service de l'Écologie ?
18:17:51 JULIEN LAHAIE : N'oublions pas, sur le volet emploi, que les GAFAs restent des nains par rapport aux grands groupes industriels, surtout si on intègre les sujets sous-traitances.
18:18:24 ALAIN GUGLIELMETTI : Peut-on dissocier l'emploi des revenus ? L'emploi n'est souvent vu que par rapport à son apport financier. Et si il y avait le revenu minimum ? Développement d'une nouvelle société avec de nouvelles valeurs sociales ?
18:21:46 JEAN-LOUIS MEYNET : bravo et merci pour cet exercice!
18:23:51 ELVIRE WITTMER : Merci
18:24:47 ARIELLA MASBOUNGI : Merci à tous d'être avec nous
18:25:00 RAPHAEL CRESTIN : D
18:25:01 STEPHANIE LUNEAU : merci pour cette présentation :-)
18:25:16 ARIELLA MASBOUNGI : On vous enverra l'interview de 10 mn des intervenants,
18:25:34 ARIELLA MASBOUNGI : Le compte rendu également et le livre de Magali pour ceux qui le demanderont
18:26:27 Claire WANTZ : Merci pour ces échanges et les réactions qu'ils suscitent.
18:26:49 ANNA KARLA DE ALMEIDA SANTOS : Bonsoir, ce événement et son enregistrement sera disponible dans votre chaîne Youtube? Merci pour cette discussion et les échanges !
18:27:07 FARIZA BENASSIL : Je souhaite avoir le livre de Magali
18:27:44 ANNE ANNE PONS : oui je veux bien le livre de Magali, merci par avance !
18:28:06 SEBASTIEN GIORGIS : Un Grand merci à vous trois !
18:28:12 PASCAL TATON : Je souhaite également le livre de Magali Talandier. Un grand merci à vous pour ce dialogue.
18:28:16 EMMANUEL DE LA MASSELIERE : je veux bien aussi le livre
18:28:21 TOHO HIEN : Je veux bien le livre de Magali.
18:28:22 Marie DEKETELAERE-HANNA : Merci, c'est passionnant
18:28:27 ARIELLA MASBOUNGI : Oui ce sera disponible très vite ainsi que l'interview. On vous tient informés
18:28:30 SABRINA DERMINE : Je suis également intéressée par le livre de Magali, merci !!
18:28:31 ALAIN GUGLIELMETTI : Je veux bien recevoir le livre de Magali ...
18:28:42 IANA STOYANOVA : Je voudrais également le livre. Merci d'avance
18:28:45 LAURENT MIGUET : Merci pour le livre de Magali à moi aussi
18:28:54 AGNES PAPADOPOULOS : avec plaisir, pour recevoir le livre de Magali
18:29:03 MYRIAM CAU : intéressée par le livre de Magali :)
18:29:05 ANAËLLE GOUGEON : A qui doit-on demander le livre?
18:29:06 ANNA KARLA DE ALMEIDA SANTOS : Merci Ariella, j'irai diffuser parmi les collègues ici en Suisse
18:29:07 MATHILDE MARCHAND : Bonsoir, merci pour ces échanges. Je suis intéressée par le livre de Magali s'il vous plaît! Bonne soirée à toutes et tous
18:29:09 JEAN-MARC CHASTEL : Merci, bravo pour votre posture très positive, porteuse d'espérance...
18:29:09 FABIEN NADOU : Un grand merci à vous trois pour ces positionnements et discussions
18:29:11 ALAIN PEUVOT : Merci beaucoup pour l'organisation et ces échanges. Très intéressé par le rapport et le livre de Magali



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

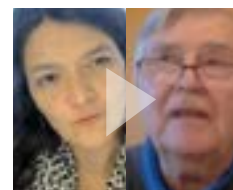
Magali Talandier et Pierre Veltz

L'écologie est affaire d'économie

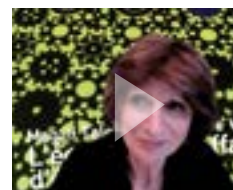
Compte rendu (suite)



18:29:12 CHAIMAE GUELZIM : Je souhaite avoir le livre de Magali, MERCI
18:29:20 PERLINE COURGEY : Je veux bien le livre de Magali également, merci ! Et merci pour cet événement
18:29:23 SABRINA DERMINE : Merci à tous !
18:29:23 ANNE ANNE PONS : merci infiniment à tous !
18:29:27 CLAIRE WANTZ : Suis aussi intéressée par le livre de Magali
18:29:33 SARAH THIRIOT : Bonjour ! je suis très intéressée par les ressources, interviews, le livre de Magali Talandier et le compte rendu ! Merci beaucoup pour cette discussion !
18:29:42 DOMINIQUE DESHOULIERES : intéressé pour avoir le livre de Magali
18:29:43 ELISE ARNOUX : merci à vous trois
18:29:45 LISE MESLIAND : merci merci merci ! à tous les 3...
18:29:47 VALERIE PETITBON : MERCI !!
18:29:48 GALAXY A8 (2018) : Merci pour cet Échange.
18:29:54 VONGPHATNAKHONE SANANIKONE : Je souhaite recevoir le livre de Magali Merci et Bravo
18:29:55 MOHAMMED ACHEKOU : merci pour cette initiative
18:29:59 NOUCHINE BAWANDI : Merci beaucoup
18:30:00 ANNE GRILLET-AUBERT : Merci!
18:30:06 CELINE TIGNOL : un grand merci ! conférence très vivante et très riche malgré le format 100% à distance. bravo !
18:30:07 BENOIT PARAYRE : Merci chère Ariella ainsi qu'à tes invités pour ces riches échanges que je retrouve avec plaisir, même en version digitale :)
18:30:07 ISABELLE GARRIC : Merci à vous trois et volontiers à recevoir le livre de Magali
18:30:08 BERNADETTE GUYON-BENOITE : pour le livre faut il vous demander par mail ? Sinon je suis preneuse. et merci beaucoup !
18:30:21 MARIE-ANNE OLIVIER : Merci à vous!
18:30:21 THOMAS ROBIN : Merci beaucoup.
18:30:22 JULIETTE BIGNON : Merci beaucoup, très intéressant ! je suis également intéressée par le livre
18:30:23 FARIZA BENASSIL : MERCI
18:30:23 ALAIN GUGLIEMMETTI : Un format mixte s'impose, présentiel et distanciel ...
18:30:23 JACQUES HARDOUIN : merci pour cette conversation
18:30:23 JULIETTE FIS : Merci beaucoup !
18:30:25 AMINA ALAOUI : Merci à tous les trois pour cette discussion
18:30:25 NATHALIE MOTTE : Merci pour ces échanges
18:30:25 NICOLE SURCHAT VIAL : Merci! Magnifique débat!
18:30:25 THIBAUT DEVILLARD : Un grand merci !
18:30:26 SABINE MORAUD : merci
18:30:26 AGNES PAPADOPOULOS : merci
18:30:27 CHRISTINE MILIN-WALID BREST METROPOLE : MERCI vos propos confortent nos pratiques quotidiennes :)
18:30:28 JULIEN NELTNER : Merci
18:30:28 CHAIMAE GUELZIM : Merci à vous
18:30:29 MYRIAM CAU : merci bcp
18:30:30 TANIA DOS SANTOS : Merci
18:30:30 LUCAS.BERARD-CHENU : merci à toutes et à tous
18:30:30 HENRI FRAISSE : Au plaisir de lire le livre
18:30:31 ANNE CLEMENT : Merci beaucoup! Très intéressée également par le livre
18:30:32 HUGO REVEILLAC : Merci
18:30:34 CHARLES HAZET : merci
18:30:35 JEAN-MARC BOYER : Merci
18:30:39 EMMANUEL DE LA MASSELIERE : Ariella un jour j'aimerais vous parler d'Europacity et de pourquoi nous (EPA Plaine de France) avons imaginé le triangle de Gonesse
18:30:40 MARIO SERGIO SALERNO : Tchou!
18:30:42 ANNE GRANDGUILLOT : Merci pour cet intéressant échange. Je suis également intéressée par CR et livre.
18:30:43 PIERRE NARRING : Merci Pierre Ariella et Magali Talandier bon hiver à tous !
18:30:43 ISABELLE MARTIN PREVEL : Merci beaucoup. Je suis intéressée pour suivre les actions du réseau. A bientôt,
18:30:49 PASCALE LEGUE : Merci.
18:30:56 SOAZIG BEGOC : Je suis également intéressée par le livre. Merci
18:31:02 AUDE DEBREIL : merci bcp
18:31:02 PASCALE ROSSARD : Le webinaire permet aux provinciaux d'assister à ces échanges. Merci



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ

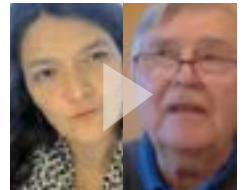


CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI

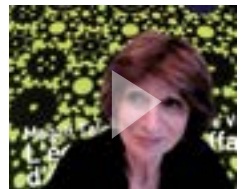
Magali Talandier et Pierre Veltz
L'écologie est affaire d'économie
Compte rendu (suite)



18:31:37 MARIE-CHRISTINE DEVILLERS : Merci pour l'organisation de cette séance Marie-Christine Devillers, très réussi !!!!
18:31:38 PASCALE LEGUE : de la part de Pascale Legué, anthropologue et Urbaniste. Merci pour vos interventions;
18:31:50 CORINNE PORTAL : merci
18:32:22 SAIDI : merci beaucoup
18:32:24 PHILIPPINE LAVOILLOTTE : Merci !
18:33:07 MARIE-CHRISTINE DEVILLERS : Noter les questions du Chat, j'ai pris beaucoup de notes pour Ariella Masbounji si elle veut. MC Devillers
18:33:21 NICOLAS VIDAL : il faut adresser vos messages a conférenciers et participants
18:35:01 NICOLAS.B : Bonne soirée !



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW VIDÉO DE PIERRE VELTZ ET MAGALI TALANDIER PAR ARIELLA MASBOUNGI